

L'ÉTUDE DE LA PERFORMANCE MACROÉCONOMIQUE DE LA RDC/ZAÏRE POUR LA DÉCENNIE 1990-2000

Par

Frédéric BIRINDWA MIHIGO

Apprenant du troisième cycle (DES/DEA) en Sciences Politiques et Administratives

RÉSUMÉ

L'instabilité politique caractérisée par des pillages et les guerres entre 1991 et 2000 a été un facteur négatif pour la situation macroéconomique de la République Démocratique du Congo (Zaïre). Elle a affecté négativement le Produit Intérieur Brut, la balance des paiements et la gestion des finances publiques. Après la période marquée par les pillages et grèves suivi d'autres phénomènes sociaux comme la perte d'emplois et la fermeture d'entreprises, le déficit a commencé à se réduire. Le besoin de financement a augmenté chaque fois que le déficit a été grand et inversement.

Mots-clés : *Performance, macroéconomie, Produit Intérieur Brut*

ABSTRACT

Political instability characterized by looting and wars between 1991 and 2000 was a negative factor for the macroeconomic situation of the Democratic Republic of Congo (Zaire). It negatively affected the Gross Domestic Product, the balance of payments and public financial management. After the period marked by looting and strikes followed by other social phenomena such as job losses and company closures, the deficit began to shrink. The need for financing has increased each time the deficit has been large and vice versa.

Keywords: *Performance, macroeconomics, Gross Domestic Product*

INTRODUCTION

Il est plus à démontrer que la globalisation produit des effets d'entraînements dans les économies des pays. Chaque Etat veut améliorer sa situation macroéconomique. Cependant, bon nombre des pays du Tiers-Monde sombrent dans la détérioration, leurs économies ne font que régresser avec des conséquences néfastes sur les populations. Il semble que le PIB de ces pays n'évolue pas comme le prouvent le plus souvent des indicateurs objectivement vérifiables.

Pour être précis dans la présente étude, nous nous proposons d'analyser l'évolution des indicateurs de l'économie congolaise durant la décennie 1990 – 2000. Il s'agit entre autre des indicateurs sur l'évolution du Produit Intérieur Brut ; l'évolution des Prix Intérieurs et Taux d'inflation ; l'évolution des finances publiques et Budget ainsi que de l'évolution de la balance des paiements.

Mais auparavant, il vous la peine de clarifier les concepts clés : la performance ainsi que la macroéconomie. Le terme performance¹ tire son étymologie de l'anglais, elle est un spectacle, une représentation, un accomplissement, une réalisation des résultats réels et issu de l'ancien français, elle était comprise comme étant un achèvement. Une performance est un exploit, un résultat ou une réussite remarquable obtenue dans un domaine particulier, par une personne, une équipe, un groupe, un animal ou une machine. S'agissant d'un sportif ou d'une équipe sportive, une performance est un résultat chiffré, mesuré en temps ou en distance, à l'issue d'une épreuve, d'une compétition. C'est aussi une victoire par rapport à un concurrent ou à une équipe mieux classée ou favorite. En management², la performance est le mieux-mieux ou le mieux-davantage, c'est aller au-delà des objectifs visés. Enfin, la pertinence est l'utilité, l'importance de chaque action, de chaque activité à réaliser par le manager, l'action utile étant celle qui apporte les résultats ou conduit au réalisme. D'une manière générale, la performance renvoie à quatre principales significations :

- la performance axée sur les résultats de l'action correspond à la réalisation d'un résultat meilleur soit-il, quantifiable à partir des indicateurs appropriés. Ce résultat est apprécié par rapport à un référent pouvant être endogène ou exogène ;
- la performance axée sur le succès se réfère au caractère masculin du résultat. Dans ce cadre, la performance renvoie à un résultat positif. Elle représente donc la réussite propre d'une personne physique ou morale soumise à une compétition ou à une concurrence ;
- la performance axée sur l'action désigne simultanément les résultats et les actions mises en œuvre pour les atteindre. Ici, la performance est déclinée comme un processus de combinaison de facteurs rares mis en œuvre pour atteindre un objectif préalablement fixé ;
- la performance axée sur les capacités est un ensemble de potentialités, c'est-à-dire des ressources diverses à utiliser rationnellement pour atteindre un objectif.

¹ <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Performance.htm>

² G. ATSHWEL-OKEL MUNTUNGI, *Management : les notions préliminaires*, Kinshasa, CAPM, 2021, pp.10-11.

Lorsqu'il s'agit d'un matériel ou d'une machine, les performances sont ses possibilités optimales de rendement, de capacité ou de fiabilité. Ce sont des indications chiffrées ou sous formes de courbes sur leurs caractéristiques : puissance, vitesse, autonomie, production, horaire, etc. Une entreprise ou un salarié est dit performant s'il est efficace, en atteignant tous ses objectifs, et efficient, en fonctionnant avec les moyens adéquats, aux moindres coûts.

Par contre, le terme macroéconomie est axée principalement les comportements des agents économiques et des marchés pris individuellement dans le cadre d'équilibre partiel : la détermination de prix sur un marché particulier, le comportement de production de biens et services particuliers. Elle a pour objet, l'étude globale de l'économie à partir de grands agrégats (somme des grandeurs économiques de même nature en valeur ou en volume) comme la consommation, la production, l'emploi, le revenu, l'investissement, l'inflation, le taux de chômage, etc.

Selon la Banque Mondiale,³ le but de la macroéconomie est l'analyse la performance des économies et l'évolution de la production, de l'inflation et de la balance des paiements. Il n'est possible de réduire la pauvreté et d'assurer une croissance durable qu'en poursuivant des politiques monétaires et budgétaires rationnelles.

Les outils pour concevoir des politiques macroéconomiques⁴ sont traditionnellement définis comme la politique fiscale (la mise en place des taxes et des impôts, les dépenses publiques et la gestion de la dette) et la politique monétaire (la mise en place des taux de croissance, des taux d'intérêt et des taux de change). Ainsi, cette étude est focalisée sur les axes ci-dessous :

- l'évolution du Produit Intérieur Brut ;
- l'évolution des prix intérieurs et le taux d'inflation ;
- les finances publiques et le budget ;
- la balance de paiement.

I. L'ÉVOLUTION DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB)

Le recul de l'activité économique, qui remonte au début de la décennie 90, s'est poursuivi en 2000. Tous les secteurs ont continué à ressentir des effets des facteurs ci-après :

- l'instabilité de l'environnement macro-économique. Celui-ci a été caractérisé par l'hyperinflation qui a eu comme conséquence, le recul de l'investissement ;

³ <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/macroeconomics/overview>

⁴ Lire <https://books.openedition.org/pum/21310>, consulté le 7 septembre 2022 à 12h30'.

- le tarissement des apports extérieurs et une politique de change rigide qui ont contribué à affaiblir les capacités du pays à s'assurer un approvisionnement régulier en intrants ;
- la situation des guerres que connaît le pays depuis plus de cinq ans et qui a favorisé l'instauration d'un climat d'insécurité peu propice au développement des affaires.

Deux approches ont été utilisées pour évaluer le PIB. Il s'agit de l'approche par le produit, basée sur les valeurs ajoutées des branches et de celle par la demande, appréhendée à travers les emplois finals intérieurs aux prix d'acquisition et le solde des échanges extérieures. Il se dégage de ces deux approches ce qui suit : la baisse de l'activité économique observée en 1989 s'est poursuivie en 1990. Le PIB, en termes réels, qui avait diminué de 1,37% en 1989, a régressé de près de 2,49% en 1990.

Cependant, les résultats globaux ont été fortement influencés tant par des facteurs externes qu'internes. Le relâchement enregistré en 1990 dans la mise en œuvre des politiques d'ajustement n'a pas permis le développement du secteur productif, en raison notamment de la détérioration de principaux paramètres économiques qui s'en est suivie. Cette situation a été aggravée par le climat de grève observé au niveau de plusieurs entreprises, l'écroulement de la mine de KAMOTO et la dégradation de l'état des routes de desserte agricole. A ces facteurs s'ajoutent⁵ :

- l'insuffisance des recettes en devise liée à la détérioration des cours des matières premières, et à la baisse de l'aide extérieure ;
- l'analyse⁶ de l'évolution de la production intérieure au cours de ces dernières années confirme le recul de l'activité économique qui a enregistré les taux de croissance négatifs respectivement de 10,5% en 1992 et de 16,2% en 1993 contre un taux de croissance démographique annuel de 3,1%. La valeur ajoutée dans le secteur des biens a enregistré une baisse de 8,1% en 1992 et de 3,3% en 1993 contre un recul de 6,7% en 1991. Cette contre-performance provient de la chute observée principalement dans les industries minières, manufacturières et dans les bâtiments et travaux publics ;
- la baisse de l'activité économique⁷ observée en 1992, s'est poursuivie en 1993. En termes réels, le PIB avait diminué de 10,5% en 1992, et a régressé de 14,6% en 1993. Cependant, comparativement à l'année 1993, l'estimation provisoire de la croissance économique en 1994 fait état d'une baisse moins prononcée soit -9,1%. La valeur ajoutée du secteur des biens a régressé de 2,5% en 1993 et de 2,3% en 1994, contre un recul de 8,1% en 1992 ;

⁵ Rapport annuel de la Banque du Zaïre, 1993, p.5.

⁶ Rapport annuel de la Banque du Zaïre, 1994, p.5.

⁷ Rapport annuel de la Banque du Zaïre, 1995, p.4.

- la baisse prononcée de l'activité économique observée en 1993 s'est atténuée en 1994. En effet, en termes réels, le taux de croissance du PIB s'est situé à -3,9% en 1994 contre -13,5% en 1993. Pour 1995, l'estimation préliminaire du PIB traduit un net ralentissement de la dégradation de l'activité de production des biens et des services. Le taux de croissance estimé est de -0,6%. L'examen de l'évolution des différentes branches concourant à la formation du PIB laisse entrevoir une amélioration de l'activité dans la plupart des secteurs ;
- la reprise de l'activité économique⁸ amorcée en 1995 s'est maintenue en 1996. Le PIB qui avait régressé de 3,9% en 1994, s'est relevé de 0,7% en 1995 et selon les estimations pour 1996, il a accusé un taux de croissance de 0,9%. La poursuite d'une telle évolution ne paraît pas certaine en 1997 à la suite de la guerre civile intervenue dans le pays à partir d'octobre 1996. L'évolution des différentes branches concourant à la réalisation du PIB, traduit un accroissement du secteur des biens et une régression de celui des services ;
- la timide⁹ reprise de l'activité économique amorcée en 1995 ne s'est pas poursuivie en 1996 et en 1997. Le PIB en termes réels, qui s'était amélioré de 0,7% en 1995, a enregistré un recul de 1,1% en 1996. En 1997, l'estimation du PIB indique une régression de 6,4% imputable aux conséquences de la guerre sur l'activité économique. A ce facteur important s'ajoute l'attentisme des opérateurs économiques ainsi que le délabrement prononcé des infrastructures de base. L'analyse des différents secteurs contribuant à la formation du PIB révèle une baisse dans le secteur des biens ainsi que dans celui des services ;
- la dégradation¹⁰ de l'activité économique observée en 1997 s'est atténuée en 1998. En termes réels, le taux de croissance du PIB s'est situé à -1,7% en 1998 contre -5,4% une année plus tôt. La régression de la croissance économique est principalement tributaire des effets néfastes de la guerre, laquelle a annihilé les efforts de relance économique amorcé au second semestre 1997 et qui se sont poursuivis au premier semestre 1998. La guerre a coupé certaines entreprises soit de leurs marchés, soit de leurs sources d'approvisionnement. A ce facteur, il faudra ajouter la faiblesse de la demande solvable et le délabrement des infrastructures. Hormis les industries extractives, l'examen des différentes branches concourant à la formation du PIB, laisse apparaître une baisse de l'activité dans tous les secteurs de production au terme de l'année 1998 ;

⁸ Rapport annuel de la Banque du Zaïre, 1996, p.4.

⁹ Rapport annuel de la Banque du Zaïre, 1998, p.4.

¹⁰ Idem.

- le taux de croissance¹¹ du PIB en 1999 s'est situé à -10,3% contre -1,7% en 1998. Les principaux facteurs explicatifs de cette évolution résident dans la guerre qui a accéléré le délabrement des infrastructures et occasionné le démantèlement de l'outil de production, l'attentisme des opérateurs économiques, la faiblesse de la demande solvable et la dislocation du marché national. A ces facteurs s'ajoutent certaines mesures économiques prises au cours de l'année et qui ont eu un effet défavorable sur l'activité économique. Au terme de cette année, toutes les branches de l'activité économique ont enregistré des évolutions négatives à l'exception de la branche de l'électricité et de l'eau qui a connu un taux de croissance de 5,3% contre 5,0% en 1998. Cette évolution est due particulièrement à une augmentation significative de la demande extérieure d'électricité ;
- le PIB¹² en volume s'est contracté de 6,2% en 2000 après avoir baissé de 4,3% en 1999. Le secteur des biens a régressé de 2,5% dans l'ensemble, en dépit de la hausse de 2,2% de la valeur ajoutée des industries manufacturières. Cette évolution a concerné également le secteur des services qui a reculé de 14,4%.

Le tableau et le diagramme ci-dessous le précisent bien.

Tableau 1. Le taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes

(Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

Années		1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
Secteurs d'activités											
I	Secteur des biens	-6,3	-8,2	-2,7	-0,8	0,7	-0,5	-7,4	-0,7	-1,9	-2,5
	-Agriculture, sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse	2,8	3,1	1,9	-0,8	-2,3	-2,8	-2,8	-1,4	-5,1	-2,8
	-Industries extractives minières et métallurgiques	-22,8	-36,3	-20,3	1,9	6,3	3,2	-14,2	10,0	-18,7	-2,9
	- Industries manufacturières	-21,5	-27,6	-12,2	-7,4	9,7	-3,4	-21,8	-7,3	-13,8	2,2
	- Electricité & eau	6,2	7,8	-17,1	-3,3	6,7	18,9	-11,5	-5,0	5,3	-0,6
	- Bâtiment & travaux publics	-16,5	-35,0	-11,3	12,8	26,2	24,7	-30,6	4,5	-32,4	-32,3
II	Secteur des services	-10,1	-12,0	-29,4	-10,3	-0,7	-2,3	-1,0	-5,3	-9,1	-14,4
	- Commerce de gros et de détail	-12,0	-9,7	-28,5	-2,3	-0,6	-0,2	-2,0	-12,5	-11,6	-10,4

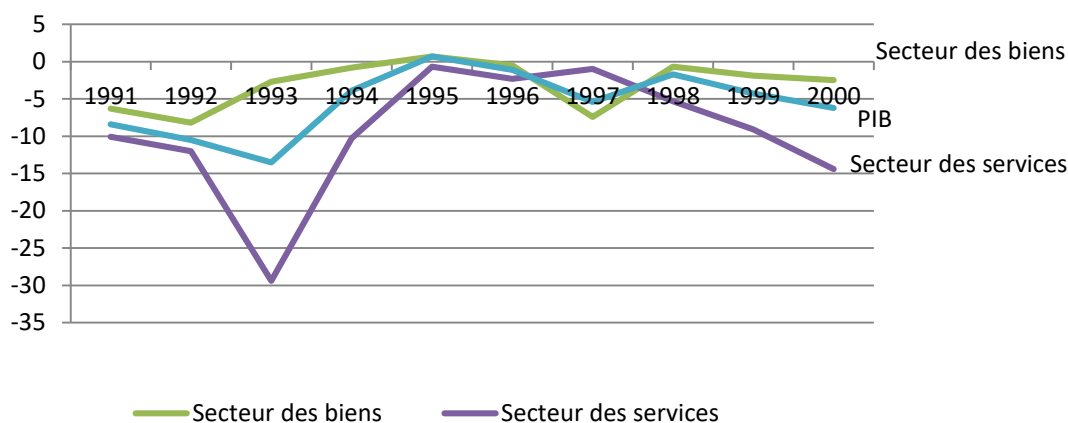
¹¹ Rapport annuel de la Banque du Zaïre, 1998, p.4.

¹² Rapport annuel de la Banque du Zaïre, 2000, p.4.

	- Transports & communications	-15,9	-13,7	-25,7	-2,8	-0,6	-3,5	-4,2	-6,4	-20,4	-19,5
	- Services marchands	--3,6	-26,2	-21,3	-1,3	-0,5	-0,5	-1,3	-7,3	-5,0	-27,6
	-services non marchands	-8,8	-9,2	-38,7	-53,8	-1,5	-21,2	15,4	21,7	32,7	-50,4
	Droits et taxes à l'importation	-30,1	-48,9	-29,0	-2,1	47,9	-4,2	-1,5	26,9	-52,6	-20,7
III	Produit intérieur brut	-8,4	-10,5	-13,5	-3,9	0,7	-1,1	-5,4	-1,7	-4,3	-6,2

Source : Les rapports annuels de la Banque Centrale du Congo, de 1990 à 2000

Diagramme 1. La contribution des secteurs d'activités au PIB entre 1991 et 2000



Commentaire :

On voit clairement que le secteur des services a connu une chute considérable en 1993 après des pillages et grèves généralisées qui ont caractérisé cette période. A la même période, le PIB a connu aussi le taux le plus bas de la période avant de chercher à se relever à partir de 1995 pour rechuter de nouveau à partir de 1997, année qui marque la fin d'une guerre (dite de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo) et le début d'une autre (dite du Répertoire Commun des Déclarants), guerres qui n'ont pas favorisé la hausse du PIB.

II. L'ÉVOLUTION DES PRIX INTÉRIEURS ET TAUX D'INFLATION

L'indice général des prix à la consommation des ménages à Kinshasa est passé de 782,4 points en décembre 1990 à 33.866,5 points en décembre 1991, soit un taux d'inflation de 4.228,5%. Ce taux est le plus élevé que l'économie Zaïroise (congolaise) ait jamais enregistré.

Cette hyperinflation a été provoquée par la surliquidité de l'économie, induite par un recours excessif au financement monétaire du trésor et par une contraction drastique de l'offre sur le marché des biens et services. Le taux d'inflation cumulé de juillet à décembre 1991 a représenté six fois le niveau atteint à fin juin de cette même année, soit 1.299,1% contre 209,4%. Toutes les rubriques composant l'indice général ont contribué à cette accélération.

La tendance observée en 1991 s'est de nouveau poursuivie en 1992. Les facteurs à la base de la hausse des prix en 1991 n'ont pas été maîtrisés et se sont amplifiés durant le second semestre 1992, période durant laquelle une explosion du financement monétaire a été observée. En dépit des efforts déployés à partir de la fin du troisième trimestre 1992 pour contenir les liquidités intérieures, les résultats à fin 1992 avoisinent ceux de l'exercice précédent¹³.

Au terme de l'année 1994, les prix intérieurs ont enregistré une accélération du rythme de leur accroissement. Selon l'IRES, le niveau de l'indice des prix à la consommation sur les marchés de Kinshasa est passé de 100,0 points en décembre 1993 à 9.896,9 points à la période correspondante de l'année 1994, portant ainsi le taux d'inflation cumulé à 9.796,9% contre 4.651,7% en 1993. Les principaux facteurs à l'origine de l'accélération des tensions inflationnistes en 1992 ont continué à exercer des pressions sur les prix intérieurs au cours de l'année 1994. Parmi ces causes, il y a l'expansion excessive des liquidités intérieures dans une situation de détérioration prononcée de l'activité productive ainsi que les effets d'anticipation des opérateurs économiques¹⁴.

En 1995, l'hyperinflation qui a caractérisé l'économie du Pays depuis 1990 a considérablement reculé, se situant selon l'IRES, à 370,3% contre 9.796,9% en 1994. En 1997, la tendance des prix intérieurs a connu une forte décélération. Le taux d'inflation est passé de 693,0% en 1996 à 13,7% en 1997 et cela consécutivement à l'application des politiques budgétaires et monétaires restrictives.

Concernant les prix intérieurs de l'année 1998, le premier semestre s'est achevé sur un taux d'inflation de 7,3%, soit 15,1% en termes annuels. Le second semestre a été caractérisé par la reprise de l'inflation qui s'est hissée à 134,7% à

¹³ Rapport annuel de la banque du Zaïre, 1992, p.20.

¹⁴ Idem.

fin décembre 1998 contre 13,7% une année auparavant. Au terme de l'année 1999, le taux d'inflation a été de 483,7% contre 134,8% une année auparavant.

L'observation des prix intérieurs au terme de l'année 2000 laisse apparaître une accentuation de l'inflation par rapport à l'année 1990, tant sur les marchés de Kinshasa que sur ceux de Lubumbashi.

Selon l'indice des prix à la consommation des ménages sur les marchés de Kinshasa, le taux d'inflation fin période s'est situé à 511,2% en 2000 contre 483,7% en 1999. En termes de moyenne, le taux d'inflation s'est élevé à 552,5% en 2000 contre 245,2% une année plutôt. Cette évolution procède principalement de la dépréciation du franc congolais et de la contraction de l'offre des biens et des services consécutive notamment à la détérioration de la route nationale N°1 et à l'isolement de la ville de Kinshasa de ses sources d'approvisionnements en denrées alimentaires. A ces facteurs s'ajoutent des difficultés d'approvisionnements en carburant et l'augmentation de prix à la pompe de ce produit.

L'évaluation mensuelle des prix observée au cours de l'année 2000 indique que le rythme d'accroissement de l'inflation a été moins important au premier qu'au second semestre. Le taux moyen mensuel d'inflation au premier semestre s'est établi à 13,5% contre 19,2% au second semestre. En termes de cumul, l'inflation s'est située à 114,0% au premier semestre contre 186,6% au second.

A Lubumbashi, l'accroissement des prix sur les marchés a été de 446,2% au terme de l'année 2000 contre 395,8% en 1999. Ce taux d'inflation est inférieur à 65,0 points à celui de Kinshasa.

III. LES FINANCES PUBLIQUES ET LE BUDGET

La situation du Trésor, pour l'exercice 1991, a été marquée par une accélération des dépenses contrastant avec des contreperformances sur toutes les rubriques des recettes.

Le niveau faible des recettes est le résultant de la politique des prélèvements anticipés des contributions de la Gécamines-Exploitation au titre de ces divers impôts et aux faibles taux de réalisation des prévisions de l'Office des Douanes et Accises et de la Direction Générale des Contributions. Au total, le niveau d'exécution des recettes par rapport au budget révisé 1991 n'a pas atteint 50% des prévisions à fin septembre 1991.

Dans l'ensemble de l'année, l'évolution divergente des recettes et des dépenses devrait se solder par un déficit élevé et donc un financement monétaire estimé provisoirement autour de 15.000 milliards contre 1.000 milliards prévus au budget révisé 1991.

En 1992, l'exécution des opérations budgétaires de l'Etat s'est clôturée par un déficit de 175.648,6 milliards de zaires. En l'absence de tout appui extérieur et étant donné le faible niveau de la contribution des bons du trésor, ce déficit a été financé presque exclusivement par les avances du système bancaire. Celles-ci se sont élevées à 697.189,0 milliards de Zaires le montant prévu au budget à ce titre, à savoir 60.000 milliards. L'aggravation de ce déficit s'explique par une exécution laxiste des dépenses et par une mobilisation insuffisante des recettes. Ainsi, les recettes totales perçues n'ont atteint que 183.173,0 milliards de zaires, soit une moins-value de 15,5% par rapport aux prévisions.

En 1992 et en 1993, aucun progrès véritable vers une meilleure gestion des finances publiques n'a été enregistré. Celle-ci a continué à se ressentir de l'absence d'un cadre institutionnel stable, de la profonde détérioration de l'infrastructure de base et de l'outil de production. Il s'en est suivi des graves difficultés sur le plan social.

Après avoir été réprimées par l'assèchement des billets de banque au sein du système bancaire en 1992, les avances directes à l'Etat, qui étaient tombées à 13,2% du PIB sont montées à 22,5% du PIB en 1993. En 1994, le dysfonctionnement de l'appareil administratif de l'Etat et l'instabilité gouvernementale ont marqué profondément la gestion des finances publiques. Aussi, cette situation explique la contre-performance dans la mobilisation des recettes avec comme corollaires la compression des dépenses publiques.

La pression fiscale est tombée à 2,1% en 1994 contre une moyenne de 21,5% entre 1980 et 1993. Ce résultat découle aussi du recul de l'activité économique.

Quant aux dépenses de l'Etat, elles se sont inscrites en baisse de 13,1% par rapport à leur niveau de 1993, s'établissant ainsi à 4,3% du PIB. Cette évolution procède du fait que les engagements incompressibles de l'Etat ont été faiblement exécutés, entraînant ainsi une accumulation d'arriérés. L'exécution des opérations du Trésor s'est soldée par un déficit qui a représenté 1,7% du PIB en 1994 contre 14,8% en 1993.

En 1995, la politique budgétaire a été exécutée dans le cadre du programme de désinflation rapide du gouvernement. La rigueur budgétaire a ainsi permis de réaliser un excédent sur base caisse.

Après avoir été marqué par une forte contraction (-2,2% du PIB) en 1994, le déficit des opérations financières de l'Etat s'est mué, pour la première fois depuis cinq ans, en un boni (0,1% du PIB) en 1995. Ce résultat s'explique par l'inversion des tendances en recettes et en dépenses observées depuis 1990 : la pression fiscale (4,7%) a dépassé la moyenne enregistrée entre 1991 et 1994 (3,3%) ; le poids des dépenses publiques sur l'activité économique (9%) s'est établi à un niveau de loin inférieur à sa moyenne des quatre dernières années

(15,3%) en dépit du fait qu'il s'est accru par rapport à 1994. Il sied cependant de relever que les décaissements aux titres des dépenses en capital et des rémunérations se sont fortement ressentis de la compression des dépenses publiques.

En 1996, les finances publiques se sont fortement dégradées. L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est soldée par un déficit, alors qu'elle avait accusé un léger excédent sur base caisse une année plutôt. Ce déficit a été couvert exclusivement par les avances directes de la Banque centrale à l'Etat.

La contre-performance des finances publiques s'explique principalement par le faible taux de mobilisation des recettes publiques. De 4,3% du PIB en 1995, ce taux est tombé à 3,8% au terme de l'année 1996. La diminution des recettes publiques alors que les activités productives s'étaient améliorées, révèle la tendance à la défiscalisation de l'économie congolaise. Cette baisse s'explique, outre la situation particulière de guerre qui a prévalu au dernier trimestre, par la combinaison de plusieurs facteurs. Il s'agit notamment de l'importance de la fraude douanière et fiscale, des prélèvements à la source des recettes encaissées, des exonérations illégales et de la reprise de l'inflation qui a eu pour effet de diminuer le niveau des recettes en terme réel. S'agissant des dépenses publiques, leur part par rapport au PIB est passée de 8,3% en 1995 à 5,8% en 1996. La part des investissements publics a représenté 0,5% en 1996 contre 0,3% en 1995 reflétant ainsi une structure déséquilibrée des dépenses.

En outre, des contributions spéciales ont été exigées par l'Etat aux entreprises de son portefeuille ainsi qu'aux entreprises du secteur privé dans le but de soutenir l'effort de guerre. Pour toute l'année 1996, les dépenses effectuées dans ce cadre ont été estimées globalement à 30,8 millions de dollars US.

En 1997, la gestion des finances publiques a été fortement influencée, comme en 1996, par la situation de guerre qui a conduit au mois de mai à d'importants changements politiques dans la direction du pays. Elle a enregistré des résultats très mitigés en dépit d'efforts réels consentis pour leur ajustement.

Les recettes et les dépenses de l'Etat se sont élevées respectivement à 40.363,8 milliards de NZ et 46.655,4 milliards dégageant ainsi un mali de 6.291,6 milliards de NZ qui, après ajustement statistique, est monté à 26.709,3 milliards.

Pour marquer la rupture avec le passé, les nouvelles autorités ont décidé en juin 1997 de l'ouverture d'un nouveau compte général du Trésor dont les mouvements en recettes et en dépenses ne devaient pas être consolidés avec ceux de l'ancien compte du Trésor. D'autres mesures visant la rigueur dans la gestion des finances de l'Etat ont été prises. Il s'agit du non recours aux avances directes de la Banque Centrale pour couvrir le déficit de trésorerie, des paiements des impôts, droits et taxes aux seuls guichets de la Banque Centrale

et de la limitation des dépenses à hauteur des recettes effectivement recouvrées.

L'année 1997 aura été marquée également par l'absence d'une loi de finances.

L'année 1998 a été aussi marquée par une réforme fiscale comportant notamment l'institution du précompte sur les bénéficiaires industriels et commerciaux et du timbre fiscal comme unique preuve de perception des droits et taxes dus au Trésor. Les recettes se sont chiffrées à 637,0 millions de FC et les dépenses à 881,1 millions, dégagant un déficit de 251,1 millions de FC. Le manque à gagner subi par l'Etat du fait de la guerre a été estimé par les régies financières à 250,4 millions de FC équivalent à 80 millions de dollars US.

En 1999, l'importante régression économique enregistrée au cours de l'année s'est répercutée sur l'équilibre des finances publiques. Les recettes du cadre budgétaire se sont élevées à 7,4% du PIB contre 9,1% en 1998 et les dépenses à 12,6% contre 11,8%. L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est ainsi soldée par un déficit global atteignant 5,2% du PIB alors qu'il s'est situé à 2,7% en 1998. Ce déficit a été presque intégralement financé par les avances directes de la Banque centrale. Par ailleurs, à l'instar de l'année 1998, l'épargne budgétaire est demeurée négative, passant de -3,0% du PIB à -4,6% en 1999.

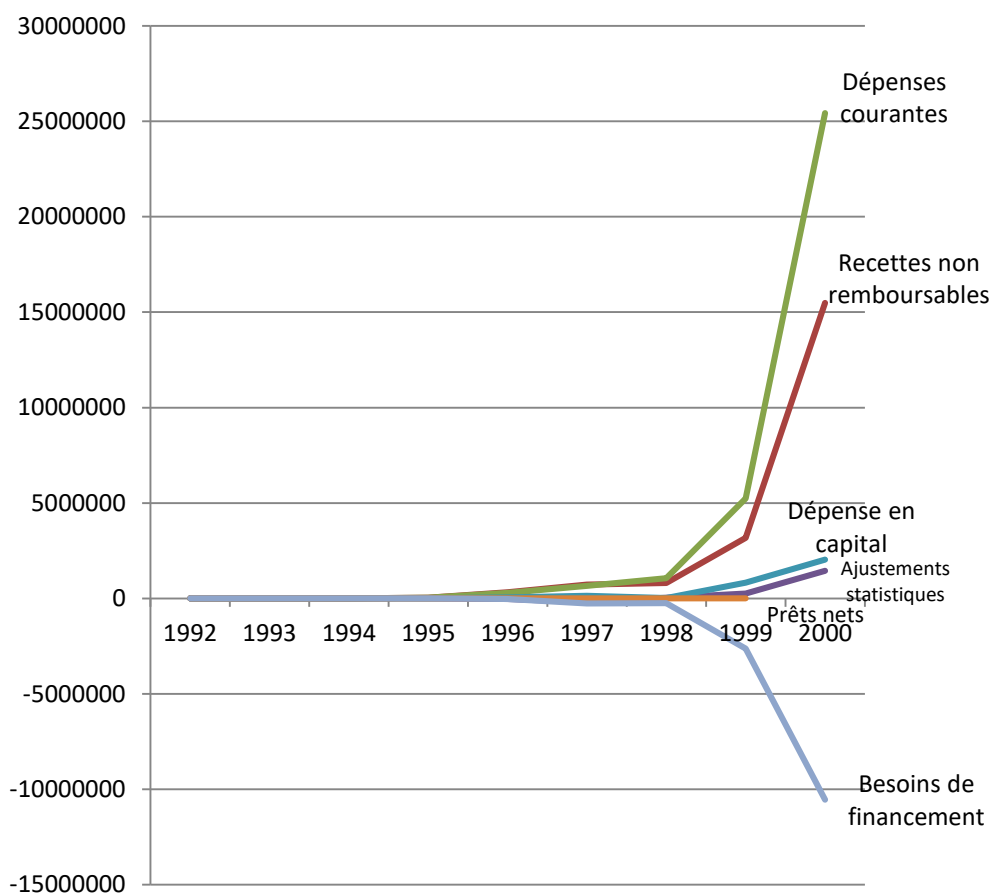
Enfin, en 2000, le recul de l'activité économique combiné à la partition du Pays et à la surévaluation du taux de change officiel, auquel sont perçues les recettes de l'Etat, a exercé un impact négatif sur la situation des finances publiques. Les recettes du cadre budgétaires sont tombées à 3,3% du PIB en 2000 contre 0,5% en 1999 et les dépenses à 6,9% contre 10,6%. L'exécution des opérations financières de l'Etat s'est clôturée par un déficit global de 3,6% du PIB contre 5,6% une année plutôt. Ce déficit a été financé entièrement par les avances directes de la Banque Centrale. Le tableau et le diagramme ci-dessous en fait mention.

Tableau 2. La situation des finances publiques de 1990-2000

Année	Recettes non remboursables	Dépenses courantes	Ajustements statistiques	Dépense en capital	Prêts nets	Besoins de financement
1992	0,57	2,30	-0,21	0,4	-	-2,3
1993	11,04	43,0	-3,93	3,31	-	-39,77
1994	2.083,8	3.344,8	148,2	403,1	-	-1.515,9
1995	32.967,6	31.832,5	448,4	1.054,3	-	529,1
1996	327.794,0	281.818,2	-26.107,8	55.312,9	-	-35.445
1997	726.620,1	658.307,3	-204.177	131.228,9	-	-267.093
1998	802.199,0	1.061.107,0	32.737	24.839	-	-251.011
1999	3.165.814,0	5.237.403,0	256.625	819.958	-	-2.634.922
2000	15.490.273,0	25.439.945,0	1.445.470	2.035.963	-	-10.540.165

Source : *Rapports Banque Centrale du Congo, 2000, p.53.*

Diagramme 1. La situation des finances publiques entre 1992 et 2000



Commentaire : Il se remarque que les dépenses courantes ont été plus élevées que les recettes non remboursables sur toute la période avec un écart significatif à partir de 1998, année marquant le début de la deuxième guerre (dite du RCD) avec l'implication directe de plusieurs rebellions et États.

IV. LA BALANCE DES PAIEMENTS

La décennie 1990-2000 a été ouverte avec un déficit de la balance des paiements. La balance générale des paiements de l'année 1990 a dégagé un déficit 224,9 millions de DTS contre un solde négatif de 15,5 millions l'année précédente. En dépit de l'amélioration substantielle du solde de la balance courante, cette dégradation est à mettre en rapport avec le mauvais comportement de la balance des capitaux.

En effet, contrairement aux années précédentes, caractérisées par des excédents de la balance des capitaux, l'année 1990 s'est soldée par un déficit de 47,8 millions de DTS contre un excédent de 210 millions en 1989. Par ailleurs, nonobstant la légère détérioration du solde des apports au titre des transferts unilatéraux, le déficit du compte courant s'est amélioré en 1990 passant de 270,4 millions de DTS en 1989 à 163,1 millions de DTS contre 384,2 millions une année auparavant ; et aussi grâce à l'atténuation du solde négatif de la balance des services qui s'est établi à 703,7 millions de DTS contre 820,6 millions. Le déficit prévisible de la balance globale pour 1991 est évalué à 658 millions de DTS, à la suite notamment de la détérioration simultanée de la balance courante et de celle des capitaux¹⁵.

Au cours de cette année, le pays a accumulé des arriérés de paiements évalués à 2.168,2 millions de DTS et les importations ont régressé de 42,1%¹⁶.

Les années 1992 et 1993 ont été caractérisées par une contraction des paiements extérieurs. Cette évolution défavorable s'est traduite au niveau de la balance générale des paiements par des déficits continus évalués à 914 millions de DTS en 1992 et 995 millions en 1993 contre 826 millions en 1991. Le déficit global enregistré au cours de l'année 1992 s'explique essentiellement par la détérioration du solde négatif de la balance courante. En 1993, par contre, le déficit de la balance de paiements procède de l'aggravation du solde déficitaire de la balance des capitaux¹⁷.

La balance des paiements à la fin de 1994 s'est soldée par un déficit de 1.036,9 millions de DTS, plus important que celui enregistré en 1993, soit 995 millions. Cette évolution défavorable résulte principalement de la dégradation de la balance des capitaux dont le solde négatif s'est établi à 578,1 millions de DTS contre 470,0 millions en 1993. Le déficit enregistré en 1994 a été financé essentiellement par l'accumulation des arriérés qui sont évalués à 1.029,4 millions de DTS.

En 1995, la balance des paiements a été marquée par un déficit de 752,6 millions de DTS contre 810,4 millions en 1994. Cette évolution s'explique essentiellement par la réduction des soldes négatifs de la balance courante et celle des capitaux.

Le déficit du compte des transactions courantes s'est contracté de 10,9% en 1996, passant de 183,3 millions de DTS une année plus tôt à 163,2 millions au terme de l'année sous revue. Cette situation s'explique par l'évolution favorable de la balance commerciale dont l'excédent a progressé de 36,7% d'une année à l'autre.

¹⁵ Rapport annuel de la Banque du Zaïre, 1991, p.126.

¹⁶ Rapport annuel de la Banque du Zaïre, 1992, p.117.

¹⁷ Rapport annuel de la Banque du Zaïre, 1993, p.129.

La balance des paiements de l'année 1997 s'est soldée par un déficit moins accentué que celui enregistré en 1996, soit 227,1 millions de DTS contre 131,7 millions. Cela s'explique essentiellement par la contraction sensible du déficit de la balance des revenus, à l'accroissement du solde positif des transferts courants et l'excédent du compte des capitaux privés.

En 1998, la balance des paiements a accusé un déficit de 410,1 millions de DTS contre 227,1 millions en 1997 à cause principalement du déficit des transactions courantes qui s'est situé à 215,8 millions de DTS contre 12,2 millions en 1997.

En 1999, le déficit est plus important que celui enregistré en 1998, soit 795,5 millions de DTS contre 410,1 millions grâce à l'aggravation du solde négatif de la balance des capitaux et d'opérations financières.

Au cours de l'année 2000, la situation des comptes extérieurs de la République Démocratique du Congo a été marquée essentiellement par le manque à gagner sur les recettes d'exportations occasionnées par les mesures économiques mises en œuvre notamment dans la gestion des mécanismes de change et par l'occupation d'une partie du territoire par la rébellion.

En dépit de cette situation, le déficit de la balance des paiements est moins important que celui de 1999 à cause principalement du montant moins élevé des échéances dues au titre du service de la dette.

Les détails sont prouvés dans les tableaux ci-dessous.

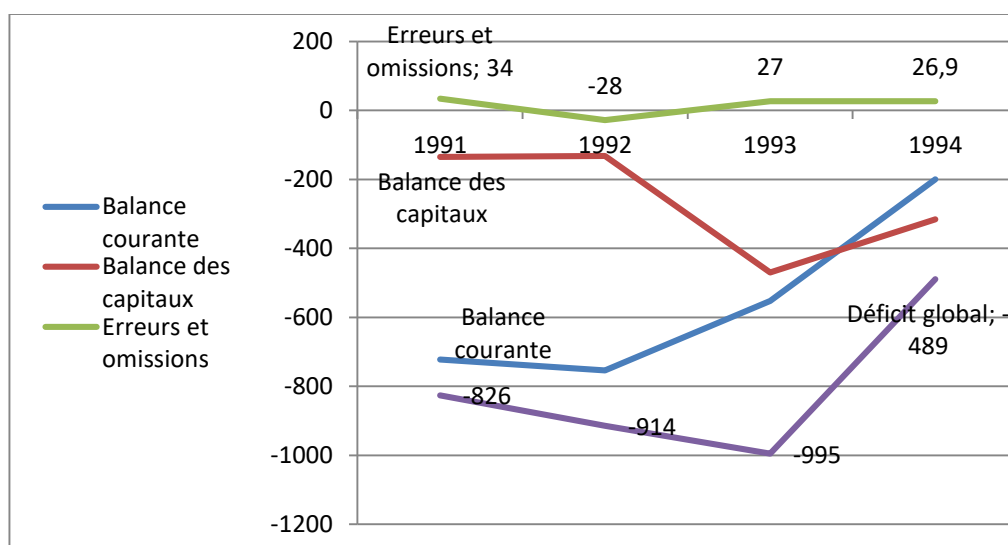
Tableau 3. Les principales rubriques de la balance des paiements (solde en millions de DTS)¹⁸

		1991	1992	1993	1994
I	Balance courante	-722	-754	-552	-200
	-Balance commerciale	+252	+221	+379	+416
	-Services nets	-988	-927	-850	-552
	-Transferts unilatéraux nets	+14	-48	-81	-64
II	Balance des capitaux	-135	-132	-470	-315,9
	-Entreprises et particuliers	+185	+239	-60	+123,1
	-Etat	-320	-371	-410	-439
III	Erreurs et omissions	+34	-28	+27	26,9
IV	Déficit global	-826	-914	-995	-489,0

Source : Rapports annuels de la Banque du Zaïre, 1990-1995

¹⁸ Nous utilisons deux types de tableaux pour présenter les principales rubriques de la balance de paiement parce que durant les deux périodes concernées les éléments n'ont pas été identiques. La période située entre 1995 et 2000 intègre plusieurs facteurs qui ne sont pas renseignés dans la période située entre 1991 et 1994.

Diagramme 2 : Balance de paiement et déficit global entre 1991 et 1994



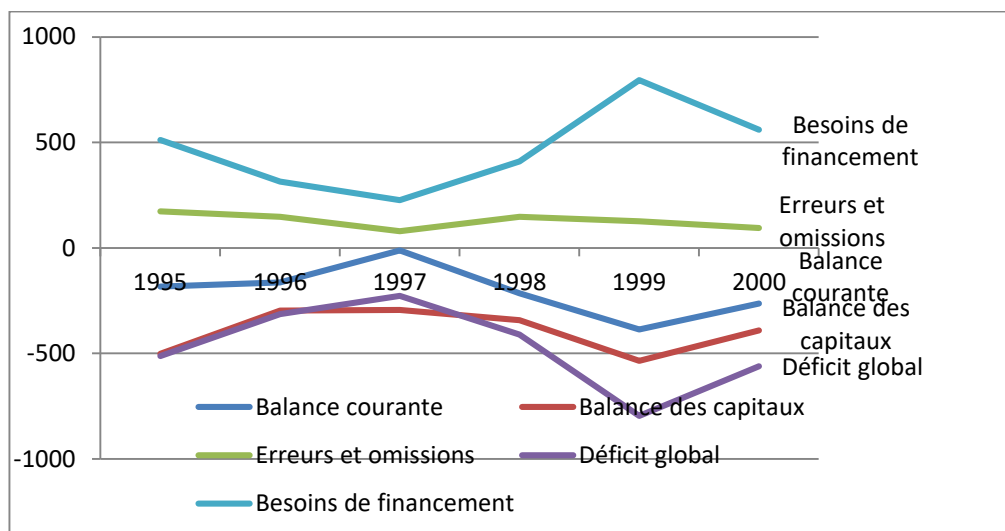
Commentaire :

Après la période marquée par les pillages et grèves suivie d'autres phénomènes sociaux comme la perte d'emplois et la fermeture d'entreprises entre 1991 et 1992, le déficit a commencé à se réduire entre 1993 et 1994.

Tableau 4. Les principales rubriques de la balance des paiements (solde en millions de DTS : 1996-1998 et en millions de XDR : 1999-2000)

		1995	1996	1997	1998	1999	2000
I	Balance courante	-183,3	-163,2	-12,2	-215,8	-387,1	-263,1
	-Balance commerciale	+405,1	+553,8	+255,5	+238,1	+175,5	+96,5
	-Services nets	-192,3	-228,8	-190,5	-296,3	-154,1	-117,5
	-Revenus nets	-538,5	-545,8	-198,6	-182,6	-375,3	-306,7
	-Transferts courants nets	+142,4	+57,6	+121,4	+25,0	-33,2	+64,6
II	Balance des capitaux	-502,0	-297,6	-293,7	-342,0	-535,1	-391,4
	-capitaux publics nets	-383,3	-218,0	-222,6	-295,7	+0,1	-
	-capitaux privés nets	+17,2	-5,1	+42,3	+13,2	+29,3	-95,1
	-opérations financières nettes	-135,9	-74,5	-113,4	-59,5	-564,5	-296,4
III	Erreurs et omissions	+173,3	+147,1	+78,8	+147,7	+126,7	+93,8
IV	Déficit global	-512,0	-313,7	-227,1	-410,1	-795,5	-560,7
V	Besoins de financement	+512,0	+313,7	+227,1	+410,1	+795,5	+560,7

Source : Les rapports annuels de la Banque du Zaïre, 1996-2000



Commentaire :

La réduction du déficit global s'est poursuivie jusqu'en 1997 avant de reprendre la rechute entre 1997 et 1999, période marquée aussi par la guerre. Le besoin de financement a augmenté chaque fois que le déficit a été grand et inversement.

En somme, l'instabilité politique caractérisée par des pillages et la guerre entre 1991 et 2000 a été un facteur négatif pour la situation macroéconomique du Zaïre/de la RD Congo. Elle a affecté négativement le Produit Intérieur Brut, la balance de paiement et la gestion des finances publiques.

CONCLUSION

L'instabilité politique caractérisée par des pillages et les guerres entre 1991 et 2000 a été un facteur négatif pour la situation macroéconomique de la République Démocratique du Congo (Zaire). Elle a affecté négativement le Produit Intérieur Brut, la balance des paiements et la gestion des finances publiques. Après la période marquée par les pillages et grèves suivi d'autres phénomènes sociaux comme la perte d'emplois et la fermeture d'entreprises entre 1991 et 1992, le déficit a commencé à se réduire entre 1993 et 1994.

Il est clairement démontré que le secteur des services a connu une chute considérable en 1993 après des pillages et grèves généralisées qui ont caractérisé cette période. A la même période le Produit Intérieur Brut a connu aussi le taux le plus bas de la période avant de chercher à se relever à partir de 1995 pour rechuter de nouveau à partir de 1997, année qui a marqué la fin d'une guerre dite de l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo-Zaire, AFDL et le début d'une autre dite du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, RCD. Ces guerres n'ont pas favorisé la hausse du Produit Intérieur Brut.

A partir 1998, année marquée par le début de la deuxième guerre du Rassemblement Congolais pour la Démocratie, RCD en sigle avec l'implication directe de plusieurs rebellions et Etats, on remarque que les dépenses courantes ont été plus élevées que les recettes non remboursables sur toute la période avec un écart significatif.

La réduction du déficit global s'est poursuivie jusqu'en 1997 avant de reprendre la rechute entre 1997 et 1999, période marquée aussi par la guerre. Le besoin de financement a augmenté chaque fois que le déficit a été grand et inversement.